



**MINISTÈRE
DE LA CULTURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



CRDOA

RAPPORT SUR LE DÉPARTEMENT DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Publication du 25 septembre 2024

Table des matières

Préambule	3
1 – Les opérations de récolement des dépôts	5
1.1 L'état d'avancement du récolement des dépôts	6
1.2 Les résultats des récolements	9
1.3 L'obligation d'envoi de l'état annuel des dépositaires	10
1.4 La régularisation des « sous-dépôts »	10
2 – Le post-récolement des dépôts	11
2.1 Les suites réservées aux biens recherchés	11
2.2 Œuvres retrouvées depuis le dernier récolement	11
2.3 Plaintes	12
2.4 Classements	13
Conclusion	14
Annexe 1 : textes de références	15
Annexe 2 : lexique	15
Annexe 3 : liste des œuvres retrouvées après récolement	16
Annexe 4 : liste des œuvres ayant fait ou devant faire l'objet d'un dépôt de plainte	17
Annexe 5 : tableau détaillé des récolements et de leurs suites	18

Illustration de la couverture : *Les Voiles jaunes, Venise* de Gustave Surand, peinture (FNAC 1268). Cette œuvre, déposée par le Cnap au musée d'Arts de Nantes et non localisée lors du récolement en 2005, a été retrouvée en 2007 par le musée. Elle est exposée en salle dans le parcours permanent.

Préambule

La commission de récolement des dépôts¹ d'œuvres d'art (CRDOA), présidée par une magistrate, présidente de chambre honoraire à la Cour des comptes, est chargée de définir la méthodologie du récolement général des dépôts d'œuvres d'art de l'État et d'en piloter les opérations. L'article D. 113-27 du code du patrimoine précise que les institutions déposantes « *exécutent les opérations de récolement selon les directives et sous le contrôle de la commission* ».

Les œuvres d'art de l'Etat sont :

- **inaliénables** (art. L. 3111-1 du code général de la propriété des personnes publiques) : elles ne peuvent être ni vendues, ni cédées ;
- **imprescriptibles** (art. L. 3111-1 du CG3P) : leur utilisation prolongée n'ouvre aucun droit de propriété. En cas de disparition, elles sont recherchées et peuvent être récupérées, sans limite de temps, auprès de leur détenteur ;
- **insaisissables** (art. L. 2311-1 du CG3P) : elles ne peuvent faire l'objet d'une saisie.

La CRDOA veille à ce que, lorsqu'elles sont déposées, ces œuvres soient dûment récolées, c'est-à-dire que soit régulièrement organisé un contrôle de leur présence et leur état. Ses rapports sont des documents qui récapitulent, pour une institution ou pour un territoire (département ou pays), l'ensemble des opérations de récolement et post-récolement afférentes. Les chiffres présentés sont issus des rapports de récolement des déposants. Ces rapports ne recensent pas les mouvements des œuvres (nouveaux dépôts, restitutions, restaurations, transferts), ultérieurs au récolement, qui n'entrent pas dans le champ de compétence de la commission.

Dans le cas d'un département, ces rapports s'adressent d'abord aux directions régionales des affaires culturelles et aux préfets dont la mobilisation facilite la bonne organisation des opérations de récolement. Ils visent aussi à servir d'instruments de travail pour les déposants et les dépositaires concernés puisqu'ils présentent un état actualisé des récolements de dépôts dans le département concerné, en soulignant ce qu'il reste à réaliser (biens non récolés, plaintes à déposer, etc.). Enfin, mis en ligne sur la page CRDOA du site du ministère de la culture, ils sont à la disposition du public.

Dans le département de la Loire-Atlantique, les déposants concernés sont :

Le Centre national des arts plastiques (Cnap), établissement public du ministère chargé de la culture. Il assure la gestion du patrimoine contemporain national, veille à sa présentation publique, et encourage et soutient la création dans ses différentes formes d'expression (peinture, performance, sculpture, photographie, installations, vidéo, multimédia, arts graphiques, métiers d'art, design, design graphique). Il comprend une mission de récolement de huit agents.

Le département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines (DRASSM) est chargé de gérer les biens culturels maritimes découverts lors de fouilles archéologiques dans les eaux territoriales françaises. Il possède un volume d'environ 50 000 biens maritimes en dépôt. La plupart de ces biens sont déposés dans des musées, le plus souvent municipaux, mais également au sein de services déconcentrés et collectivités territoriales (commissariats, mairies, préfectures...), voire au domicile de leurs découvreurs. En raison de l'ampleur de ces dépôts, le DRASSM a bénéficié de la mise à disposition par la commission d'un agent chargé du récolement en septembre 2018. Le poste budgétaire lui a été transféré en février 2021.

¹ Sur les notions de dépôts, déposant, dépositaire, récolement, post-récolement... : cf. Lexique en annexe 2.

La Manufacture nationale de Sèvres constitue, avec le musée national de la céramique à Sèvres et le musée national Adrien Dubouché à Limoges, l'établissement public Cité de la céramique – Sèvres et Limoges, placé sous la tutelle du ministère chargé de la culture. La Manufacture a pour mission de produire des objets d'art en porcelaine grâce à des techniques rigoureusement manuelles, transmises de génération en génération, depuis le XVIII^e siècle. L'établissement consacre la moitié de sa production à la création contemporaine dans le but de préserver les enjeux de la tradition et de la modernité. Un service du récolement et du mouvement des œuvres comprend cinq agents.

Le ministère chargé de l'économie dispose d'un secteur des œuvres d'art en charge de la gestion des biens affectés et des biens reçus en dépôt sur l'ensemble des implantations du ministère en administration centrale et dans ses services déconcentrés. Le ministère est également un déposant pour divers services déconcentrés ou établissements publics. Le secteur des œuvres d'art conduit notamment une politique d'inventaire des biens mobiliers contemporains et du patrimoine scientifique et technique du ministère et a entamé en 2016 un récolement général de ses biens en services déconcentrés et établissements rattachés. Il est composé en 2024 d'un agent.

Le Mobilier national, établissement public du ministère de la culture. Héritier du Garde-Meuble de la Couronne, le Mobilier national a pour mission de contribuer à l'aménagement de l'hôtel et des résidences affectés au président de la République et au Premier ministre, des ambassades de France, des hôtels ministériels, des hôtels des présidents des assemblées ainsi que des cabinets de travail des chefs des grands corps de l'État. Les demandes d'ameublement hors ces membres de droit sont examinées par la commission de contrôle du Mobilier national. Dix inspecteurs et deux chargées d'études sont affectés au récolement.

Les musées nationaux du ministère de la culture, placés sous la tutelle du service des musées de France (SMF). Ce service veille à la gestion des collections des musées (acquisitions, restaurations, mouvement des œuvres, inventaire, diffusion numérique) et il est en charge de la muséographie (bâtiments et équipements), de l'économie des professions et de la recherche. Il coordonne notamment les opérations de récolement des collections des musées. Le département de la Loire-Atlantique bénéficie de dépôts du musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée, du musée de Cluny, du musée du Louvre, du musée des arts décoratifs, du musée de la céramique à Sèvres, du musée national d'art moderne - Centre national d'art et de culture Georges Pompidou, du musée d'Orsay et du musée Picasso.

1 – Les opérations de récolement des dépôts

Le récolement est conduit par les institutions déposantes. Leurs rapports de mission sont ensuite transmis aux dépositaires, avec copie au secrétariat de la commission. Ces rapports présentent le bilan des récolements (œuvres récolées, localisées, recherchées) et les suites envisagées pour les œuvres recherchées (classement, plainte, titre de perception, etc.).

Le récolement s'inscrit dans la politique publique de conservation du patrimoine de l'Etat. Il permet de réagir en cas de disparition d'une œuvre par un dépôt de plainte, de repérer les œuvres nécessitant une restauration et d'y procéder, de vérifier les conditions de conservation, de régulariser les sous-dépôts ou encore d'actualiser par avenant, le cas échéant, les conventions obsolètes. C'est aussi une opportunité de dialogue entre déposant et dépositaire afin d'arrêter une stratégie de dépôts : restitutions, nouveaux dépôts, transferts, etc.

L'article L. 451-2 du code du patrimoine dispose que les collections des musées de France sont récolées tous les dix ans. Le Mobilier national est également tenu d'effectuer un récolement chez chacun des dépositaires de ses biens tous les dix ans, avec indication de l'immeuble où ils sont déposés et de la date de dépôt (article D. 113-21 du code du patrimoine). De même, le Cnap doit récoler ses dépôts tous les dix ans (articles D. 113-10 et D. 113-2), ainsi que la Manufacture de Sèvres².

De leur côté, les dépositaires sont soumis à l'obligation³ d'établir un état annuel des œuvres qui leur ont été confiées en dépôt, et d'adresser cet état aux déposants concernés. Dans le cas du réseau préfectoral, les préfetures et sous-préfetures adressent leur état annuel à la direction de l'évaluation, de la performance et des affaires financières et immobilières du ministère de l'intérieur (DEPAFI), qui centralise les remontées et en communique la synthèse aux déposants concernés et à la CRDOA.

Le récolement ne se limite pas à un simple pointage de la présence physique du bien, mais consiste à réaliser une campagne photographique complète du bien, avec indication de sa localisation, de son état, de son marquage, de la conformité de l'inscription à l'inventaire. Les déposants adressent au dépositaire et à la CRDOA les rapports de récolement qui sont exploités ci-après.

² Arrêté du 12 avril 2021 relatif aux modalités de mises en dépôt des productions de l'établissement public Cité de la céramique-Sèvres et Limoges.

³ Cf. Annexe 1 pour les textes relatifs au Cnap, à la Manufacture de Sèvres, au ministère des armées, au Mobilier national.

1.1 L'état d'avancement du récolement des dépôts

3060 œuvres d'art de l'État ont été récolées en Loire-Atlantique au jour de la publication de ce rapport. Le récolement de 32 œuvres reste à effectuer ou à achever.

Déposant	Biens déposés	Biens récolés	Biens restant à récoler	Taux de récolement
Centre national des arts plastiques	800	800	0	100 %
DRASSM	4	4	0	100 %
Manufacture de Sèvres	3	3	0	100 %
Ministère de l'économie	12	12	0	100 %
Mobilier national	1	1	0	100 %
Musées culture (SMF)	2272	2240	32	98,59 %
TOTAL	3092	3060	32	98,97 %

Source : rapports de récolement des déposants

Le détail des récolements figure en annexe 5.

Le taux de récolement pour le département de la Loire-Atlantique (98,97 %) est supérieur à la moyenne des 85 départements déjà étudiés par la CRDOA (89 %)⁴ grâce à l'achèvement du récolement par le Cnap des biens déposés dans les petites communes. Deux œuvres déposées par le musée national d'art moderne à la mairie de Couëron et 30 déposées par le musée des arts décoratifs à l'école supérieure des beaux-arts de Nantes (cf. le détail en annexe 5) ont été récolées mais elles ne sont pas localisées et aucune suite (classement, plainte, titre de perception, etc.) n'a été déterminée : le récolement ne peut donc être considéré comme achevé.

Ce taux de 98,97 % signifie que la quasi-totalité des dépôts consentis dans le département de la Loire-Atlantique ont été récolés au moins une fois. Pour autant, les fréquences de récolement ne sont pas toutes satisfaisantes au regard des obligations légales et réglementaires qui s'imposent aux déposants : en effet, sur les 81 récolements recensés pour ce département, 68 sont antérieurs à 2014 (soit 84 %) et auraient dû être effectués à nouveau.

En ne considérant que les récolements effectués au cours des dix dernières années, le taux de récolement réel pour le département de la Loire-Atlantique est donc de 45,63 %.

⁴ Rapports consultables sur le site de la CRDOA : <https://bit.ly/3xGHnPL>

Ainsi, le Cnap a récolé tous ses dépôts, mais ce récolement date des années 2005-2007. Il devrait donc être diligenté à nouveau. D'une manière générale, pour l'ensemble de ses dépôts, les difficultés auxquelles est confronté le Cnap dans cet exercice de récolement sont « *L'ancienneté d'une majorité des dépôts, l'état lacunaire des inventaires et des registres de dépôt, associés à l'extrême dispersion des œuvres tant sur le territoire national qu'à l'étranger* »⁵.

Le DRASSM possède un nombre bien plus conséquent que quatre dépôts en Loire-Atlantique mais le dépouillement des archives est en cours et aucun chiffre n'a pu nous être communiqué.

Le Mobilier national a déposé plus d'une œuvre en Loire-Atlantique mais ses autres dépôts sont trop récents pour être pris en compte ici. Un récolement du déposant est prévu en 2026 pour les deux œuvres déposées à la préfecture en 2016 et les trois œuvres déposées au musée d'Arts de Nantes en 2018.

Le musée du Louvre a programmé un récolement à Nantes à l'automne 2024. En effet, le musée Dobrée est actuellement mobilisé par son chantier de réouverture et les équipes ne pourront recevoir les agents récoleurs qu'à partir de ce moment-là. Afin de ne programmer qu'une seule mission de récolement à Nantes, le récolement des autres lieux de dépôt du musée du Louvre est également décalé à l'automne.

Afin de favoriser l'avancement du récolement, la CRDOA préconise la logique du mandat : le déposant qui organise une mission de récolement in situ en profite pour récoler, pour le compte des autres déposants, ce qui peut raisonnablement l'être. Ainsi, en 2005 à Châteaubriant, le musée d'Orsay a récolé pour le compte du Cnap un dépôt à la mairie et six au musée.

Afin de structurer cette démarche de coordination, la CRDOA met désormais à disposition des déposants un espace collaboratif disponible sur la plateforme interministérielle Osmose. Ils peuvent y indiquer tous les projets de missions à venir et inviter ainsi les déposants qui le souhaitent à communiquer au déposant récoleur leurs listes de biens à récoler.

Certes, le coût d'une opération de récolement ne permet pas à un ou une équipe de récoleurs de diligenter des opérations pour l'ensemble des dépôts de la ville ou du département concernés. C'est pourquoi, à chaque annonce de récolement publiée dans l'espace collaboratif, la CRDOA effectue un travail de recherche et d'analyse pour proposer au déposant qui se déplace les dépôts qu'il serait possible raisonnablement de récoler : ni trop nombreux, ni trop spécifiques.

Une autre solution consiste à mobiliser les conservateurs et conservateurs-délégués des antiquités et objets d'art (CAOA – CDAOA), ce qui a déjà pu être réalisé dans plusieurs départements (Allier, Ardèche, Haute-Savoie, Loire-Atlantique, etc.). En Loire-Atlantique, le Cnap s'est ainsi appuyé sur les CAOAs pour récoler les 29 communes sans musées, depositaires d'œuvres du Cnap.

Enfin, les institutions déposantes ont la possibilité d'organiser un récolement à distance, effectué par le depositaire. Bien entendu, ce type d'opération n'est pas aussi satisfaisant qu'un récolement sur place pour beaucoup de déposants ; pour autant, un récolement à distance sera toujours plus satisfaisant que pas de récolement du tout. C'est le choix qu'a fait le DRASSM pour récoler 4 canons provenant du vaisseau *Le Juste* en s'adressant à la mairie de Paimboeuf.

⁵ Rapport d'activité 2023 du Cnap.

Récoler les dépôts d'un musée disparu



Le musée des arts décoratifs de Nantes en 1924
Archives de Nantes

Le récolement est parfois rendu difficile par l'histoire des collections, ballottées au fil du temps d'un lieu à l'autre sans trace écrite. C'est le cas à Nantes des objets d'un musée disparu, partagées entre les collections du musée des ducs de Bretagne et celles du musée Dobrée.

En 1924 est inauguré le premier musée abrité au sein du château des ducs de Bretagne, devenu propriété de la ville quelques années auparavant. Ce musée, dédié aux arts décoratifs bénéficie, dès son ouverture, de dépôts de différents musées dont un, volumineux, d'au moins 310 objets par le musée des arts décoratifs de Paris. Le dépôt est assez varié, comprenant des objets chinois et japonais ; des statuettes en bois, des verres et un ensemble de 49 céramiques gréco-romaines.

Ce musée des arts décoratif de Nantes ferme ses portes en 1972. Ses collections sont alors

partagées entre le musée d'histoire de Nantes, installé lui aussi dans le château des ducs de Bretagne, et le musée Dobrée où sont transférées en 1974 les 49 céramiques gréco-romaines, sans arrêté officiel ni autorisation du déposant.

Les deux dépôts suivent dès lors des destinées différentes.

Les pièces transférées au musée Dobrée, en mauvais état, font l'objet d'une étude et d'un pointage au début des années 1990, qui permet de constater la disparition d'un vase (inv. PR 2003.192.1), disparition confirmée par un récolement effectué en 2002 par le MAD. Il faudra attendre 2018 pour qu'un dépôt de plainte soit déposé par le musée Dobrée. Le dépôt a été récoilé une seconde fois en 2022 par le MAD qui n'a pas constaté d'autres disparitions.

Le dépôt transféré au musée d'histoire de Nantes aura moins de chance bien qu'il n'ait pas eu à subir de déménagement puisque le musée est localisé au sein du château des ducs de Bretagne, là même où était abrité le musée des arts décoratifs : de nombreuses pièces ont disparu au cours du 20^e siècle comme le constate un premier pointage en 1991. Huit ans plus tard, le MAD récole pour la première fois, localise 281 objets et pointe 29 objets non localisés - des chiffres mis à jour lors d'un nouveau récolement en 2002 qui permet d'entamer la restauration de plusieurs biens. Finalement il est décidé de mettre fin à la mise à disposition des 280 œuvres localisées, qui, après travail sur les numéros d'inventaires, se réduisent à 277 œuvres qui repartent au MAD. La convention de dépôt des 33 œuvres non localisées est quant à elle renouvelée.

Ces objets, récoilés de nouveau en août 2022, sont à ce jour toujours non localisés.

1.2 Les résultats des récolements

Le tableau ci-dessous présente la situation des dépôts à la date des derniers récolements.

Déposant	Biens récolés	Biens localisés	Biens recherchés	Taux de disparition
Centre national des arts plastiques	800	721	79	9,29 %
DRASSM	4	4	0	0 %
Manufacture de Sèvres	3	1	2	67 %
Ministère de l'économie	12	12	0	0 %
Mobilier national	1	1	0	0 %
Musées culture (SMF)	2240	1946	294	13,25 %
Total	3060	2685	375	11,63 %

Source : rapports de récolement des déposants

Le détail des récolements figure en annexe 5.

Compte tenu des biens retrouvés depuis le récolement (cf § 2.2), les biens non localisés représentent 11,63 % des dépôts récolés dans le département, soit un résultat supérieur à la moyenne des 85 départements⁶ déjà étudiés par la CRDOA (5,49 %).

S'agissant des œuvres non localisées à la mairie et au musée municipal de Saint-Nazaire, la direction du centre d'art contemporain Le Grand Café à Saint-Nazaire, indique que le musée a été bombardé le 28 février 1943, entraînant la disparition de près de 200 œuvres et qu'il est vraisemblable que les dépôts du Cnap aient disparu à cette occasion.

Ecole municipale d'arts plastiques (EMAP) de Saint-Nazaire

La maison rose de René-Xavier Prinnet (AM 2306) est une peinture acquise à l'artiste par l'État au salon national des indépendants de 1939, et affectée au musée national d'art moderne (MNAM). Après un passage à la Maison de l'Unesco en 1946, elle est déposée en 1949 à l'EMAP de Saint-Nazaire, dans la perspective de la reconstruction d'un musée municipal à Saint-Nazaire. Ce projet n'a pas été mené à terme et la collection qui lui était destinée a été stockée à l'EMAP, où la disparition de la peinture de Prinnet est signalée en 1966. Cette œuvre, toujours recherchée est depuis 1986 affectée au musée d'Orsay.

⁶Rapports consultables sur le site de la CRDOA : <https://bit.ly/3xGHnpl>

1.3 L'obligation d'envoi de l'état annuel des dépositaires

Pour faciliter les opérations de récolement, et le cas échéant pour signaler des disparitions entre deux récolements, les dépositaires sont tenus de fournir chaque année à chaque déposant concerné un état des dépôts dont ils bénéficient⁷, comportant l'indication de leur emplacement et de leur état de conservation. **Or cette obligation n'est pas toujours respectée. Le respect de cette obligation est pourtant essentiel pour permettre le rapprochement des données des dépositaires avec celles des déposants, afin de faciliter les récolements et, le cas échéant, de réagir rapidement en cas de disparition d'une œuvre.**

A titre d'exemple, depuis son récolement en 2004, la chambre régionale des comptes adresse chaque année un état des œuvres en dépôt au Mobilier national. La préfecture de Loire-Atlantique produit également un inventaire dont les chiffres correspondent à ceux recueillis par la CRDOA, y compris pour les œuvres manquantes : il est certainement utile de rappeler ici que même les œuvres recherchées doivent figurer dans ces inventaires.

1.4 La régularisation des « sous-dépôts »

Certains dépositaires déplacent les biens qu'ils ont reçus en dépôt, sans respecter la règle selon laquelle tout déplacement d'une œuvre déposée doit être autorisé par le déposant : ainsi, deux peintures ont été déplacées du musée à la mairie de Châteaubriant, deux autres de ce même musée à la préfecture. Deux œuvres déposées au musée municipal de Saint-Nazaire a été retrouvées : l'une à la mairie et l'autre au tribunal judiciaire de la même ville ; une œuvre déposée à la mairie de Saint-Nazaire a été déplacée au musée. Neuf œuvres déposées au musée d'Arts à Nantes se sont retrouvées ailleurs à Nantes (mairie, musée d'histoire du château des ducs de Bretagne, palais de justice), mais aussi au château-musée de Dieppe et à celui de Noirmoutier-en-l'Île). Dans l'autre sens, le musée d'Arts accueille des œuvres déposées initialement ailleurs à Nantes : mairie, préfecture, palais de justice. Trois œuvres déposées à la mairie de Sion-les-Mines ont été sous-déposées à la mairie de Mouais.

La commission rappelle que les dépositaires sont astreints à l'obligation de recueillir l'accord du déposant concerné, préalablement au déplacement d'un bien. La pratique du déplacement sans information de l'autorité déposante est préjudiciable au bon déroulement des récolements : des biens considérés comme recherchés ont souvent en réalité été juste entreposés dans un autre lieu.

Si ces biens ne reviennent pas dans leur lieu de dépôt initial, **la CRDOA invite le déposant concerné à régulariser ces déplacements avec le dépositaire concerné, afin que l'acte juridique du dépôt (arrêté, convention) coïncide avec son emplacement physique.**

⁷ Obligation réglementaire pour les bénéficiaires des dépôts du Cnap, de la Manufacture de Sèvres et du Mobilier national.

2 – Le post-récolement des dépôts

À l'issue des opérations de récolement, le déposant doit déterminer les suites réservées aux œuvres non localisées : dépôt d'une plainte, émission d'un titre de perception, classement (cf. [lexique sur le site du ministère de la culture](#)).

La CRDOA s'assure que chaque rapport de récolement faisant apparaître des biens non localisés soit assorti des suites réservées à ces constats. En cas d'absence de suites réservées, elle demande aux déposants de prendre les décisions qui s'imposent. Si la décision de suite est un dépôt de plainte ou l'émission d'un titre de perception, la CRDOA s'assure de la mise en œuvre effective de ces décisions.

2.1 Les suites réservées aux biens recherchés

Le tableau ci-dessous reprend les données relatives aux biens recherchés telles qu'indiquées dans les rapports de récolement et présente la répartition entre les biens qui ont été retrouvés depuis, ceux qui ont fait l'objet d'un classement et ceux qui ont fait ou feront l'objet d'une plainte.

Déposants	Biens recherchés	Retrouvés	Classés	Plaintes
Centre national des arts plastiques	79	12	66	1
Manufacture de Sèvres	2	0	0	2
Musée culture (SMF)	294	7	285	2
Total	375	19	351	5

Source : déposants

2.2 Œuvres retrouvées depuis le dernier récolement

Certaines œuvres ne sont pas localisées par le déposant au moment du récolement, mais peuvent être retrouvées ultérieurement, généralement par le dépositaire. La liste des biens retrouvés après récolement figure en annexe 3 de ce rapport.

Ces redécouvertes militent pour qu'avant le récolement, les dépositaires réalisent un premier pointage des œuvres déposées à partir de la liste des biens à récolement que le déposant leur adresse. Cette méthode peut favoriser des localisations d'œuvres en amont de la campagne de récolement et non en aval comme dans l'exemple ci-dessus, ce qui peut par exemple éviter des dépôts de plainte non justifiés.

Par ailleurs, les dépositaires doivent faciliter les opérations de récolement en autorisant l'accès à toutes les pièces du (des) bâtiment(s) et les déposants doivent inspecter toutes les pièces dès lors que des œuvres sont manquantes.

Lorsqu'une œuvre est retrouvée, le dépositaire doit prévenir le déposant concerné qui à son tour alerte la CRDOA (crdoa@culture.gouv.fr) et l'OCBC⁸ (sirasco-ocbc@interieur.gouv.fr), afin de supprimer l'œuvre de la base TREIMA⁹, voire de PSYCHE¹⁰.

2.3 Plaintes

La plainte est une action de signalement aux services de police de la disparition d'un bien, ce qui a notamment pour effet d'enregistrer la notice de l'œuvre sur la base de données de l'OCBC : TREIMA, et ainsi de favoriser les chances de redécouverte. La plainte est décidée par le déposant (parfois par le dépositaire qui porte plainte spontanément s'il constate une disparition). C'est généralement le dépositaire qui dépose plainte ; parfois le déposant dans certains cas particuliers (inaction du dépositaire). Le déposant doit communiquer à la CRDOA chaque copie de procès-verbal de plainte.

La plainte doit comporter le plus de précisions possibles permettant l'identification du bien (dernière localisation connue du bien, dimensions, restaurations, marquages, photographies ou iconographie...) ainsi que tous éléments utiles sur les circonstances des faits.

Le délai qui s'écoule entre le constat de la disparition d'une œuvre et le dépôt de plainte afférent doit être le plus court possible, afin de favoriser les chances de redécouverte. La commission note que ce délai est parfois très long (des années), même si les pratiques récentes vont dans le sens d'une amélioration.

Déposants	Total des plaintes	Plaintes déposées	Restant à déposer
Cnap	1	1	0
Manufacture de Sèvres	2	2	0
Musée culture (SMF)	2	1	1
TOTAL	5	4	1

Source : déposants

Le détail des plaintes pour le département de la Loire-Atlantique figure en annexe 4 de ce rapport.

Depuis plusieurs années et notamment depuis 2011 avec la création d'Etalab¹¹, le gouvernement s'est engagé dans une politique d'ouverture des données publiques. Depuis le 7 octobre 2018, les administrations doivent spontanément publier leurs données. **Dans cette perspective, la commission recommande à tous les déposants de publier en ligne leurs données en matière de dépôts, en indiquant notamment quels sont les biens recherchés, avec photographies, sous réserve du respect des droits de propriété intellectuelle.** Même si la qualité de la photographie n'est pas optimale, sa

⁸ Office central de lutte contre le trafic des biens culturels.

⁹ Base de données de l'OCBC qui recense les œuvres d'art ayant fait l'objet d'une plainte.

¹⁰ Base de données d'Interpol, qui reprend les œuvres les plus emblématiques de TREIMA.

¹¹ Service du Premier ministre qui coordonne la stratégie de l'administration dans le domaine de la donnée.

publication reste de nature à favoriser la redécouverte de l'œuvre, et la démarche répond à l'obligation faite aux administrations de publier leurs données.

Lorsqu'un dépositaire dépose plainte auprès d'un commissariat ou d'une gendarmerie, l'information est censée être communiquée à l'OCBC. Or ce n'est pas toujours le cas. **C'est pourquoi la commission demande aux déposants concernés d'adresser systématiquement la copie du dépôt de plainte et le dossier documentaire à l'OCBC (sirasco-ocbc@interieur.gouv.fr) afin que l'œuvre soit intégrée dans la base TREIMA, voire dans PSYCHE.**

2.4 Classements

351 œuvres recherchées dans le département de la Loire-Atlantique ont fait l'objet d'un classement. Plusieurs raisons peuvent conduire la commission à constater le classement du dossier :

- la date très ancienne du dépôt,
- l'absence de photographie de l'œuvre, qui réduit les chances de la retrouver et conduit à ne pas encombrer les registres déjà chargés des plaintes enregistrées par les services de police,
- la difficulté d'identifier un objet au sein d'une série archéologique ou de céramique.

Le classement n'est pas une renonciation à retrouver l'œuvre, qui reste inscrite sur les inventaires du dépositaire, du déposant et dans la base de données de la CRDOA.

Conclusion

Le premier récolement des biens déposés en Loire-Atlantique est presque terminé (98,97 %), grâce notamment au récolement organisé à distance par le Cnap pour ses biens déposés dans les petites communes. Pour autant, les fréquences de récolement ne sont pas toutes satisfaisantes au regard des obligations légales et réglementaires qui s'imposent aux déposants : en effet, en ne considérant que les récolements effectués au cours des 10 dernières années (puisque'un récolement doit être renouvelé tous les 10 ans), le taux de récolement réel pour le département de la Loire-Atlantique tombe à 45,63 % seulement. En dehors du musée de Louvre cet automne 2024, aucun déposant n'a programmé de récolement à ce jour en Loire-Atlantique.

Consciente des difficultés matérielles auxquelles sont confrontés les déposants, la CRDOA préconise que ces derniers développent le principe du mandat : le déposant qui organise une mission de récolement in situ en profite pour récoler, pour le compte des autres déposants, ce qui peut raisonnablement l'être.

Une autre solution consiste à mobiliser systématiquement les conservateurs et conservateurs-délégués des antiquités et objets d'art (CAOA – CDAOA), ce qui a déjà pu être réalisé mais de façon ponctuelle en Loire-Atlantique, et à systématiser les récolements à distance, c'est-à-dire confier au dépositaire le soin de diligenter le récolement sous le contrôle du déposant.

Les disparitions constatées grâce aux récolements sont en deçà de la moyenne nationale : 11,63 %.

Ce taux peu élevé explique le faible nombre de plaintes déposées (quatre) et restant à déposer (une).

L'entreprise générale de récolement, mise en œuvre selon les directives et sous le contrôle de la CRDOA, a pour objectif premier de préserver et de valoriser le patrimoine culturel français. A ce titre, la CRDOA reste en soutien de tout déposant ou dépositaire qui en émettrait le besoin.

Annexe 1 : textes de références

- **Code général de la propriété des personnes publiques** : [article L. 2112-1](#) : domaine public mobilier
- [Circulaire du 15 avril 2019](#) relative à la gestion des biens culturels mobiliers d'intérêt public appartenant à l'État dans les administrations
- **Textes instituant la CRDOA** : [articles D.113-27](#) et suivants du code du patrimoine
- **Textes définissant les modes d'intervention des déposants et les obligations des dépositaires** :
 - **Centre national des arts plastiques** : [articles R.113-1](#) et suivants du code du patrimoine
 - **Manufacture de Sèvres** : [décret n°2009-1643](#) portant création de l'établissement public Cité de la céramique-Sèvres et Limoges et [arrêté du 12 avril 2021](#) relatif aux modalités de mise en dépôt des productions de l'établissement public Cité de la céramique-Sèvres et Limoges
 - **Mobilier national** : [articles D.113-11](#) et suivants du code du patrimoine ; [arrêté du 3 juin 1980](#)
 - **Service des musées de France** : [articles D. 423-9 à D.423-18](#) et [R. 451-26 à R. 451-28](#) du code du patrimoine
 - [Instruction N° 97/DEF/DMPA/DPC](#) organisant le suivi scientifique et la gestion logistique des biens culturels mobiliers au sein du ministère de la défense

Annexe 2 : lexique

<https://www.culture.gouv.fr/Nous-connaître/Organisation/Commission-de-recolement-des-depots-d-aeuvres-d-art/Les-outils-de-la-CRDOA>

Annexe 3 : liste des œuvres retrouvées après récolement

19 œuvres n'ont pas été localisées au moment des récolements, mais retrouvées ex-post. Les douze premières relèvent du Cnap :

1. *Combat de boucs* de Louis de Monard, sculpture (FNAC 4131), non localisée en 2007 à la mairie de Batz-sur-Mer mais retrouvée en 2022 par le dépositaire

Deux peintures non localisées en 2010 à la mairie de Lusanger ont été retrouvées en 2011 par le dépositaire :

2. *Paysage de Montpellier* d'Antcher (FNAC 19837)
3. *La maison blanche* de Glika Milbauer (FNAC 19567)

Une œuvre non localisée en 2005 à l'évêché de Nantes a été retrouvée en 2007 par le dépositaire :

4. *Monseigneur Affre* de Tito Marzocchi de Belucci, peinture (FNAC PFH-3435)

Six œuvres non localisées en 2005 au musée d'Arts de Nantes ont été retrouvées en 2007 par le dépositaire :

5. *Sortie de forêt* de Gabriel Belot, gravure (FNAC 8330)
6. *Mélancolie* de Marius Cladel, sculpture (FNAC 3488)
7. *Descente de croix* de François-Xavier Dupré, peinture (FNAC PFH-3983)
8. *Fin de marché en Sologne* de Octave D. V. Guillonnet, peinture (FNAC 2993)
9. *Nature morte, chaudron et poireaux* de Jacques Patissou, peinture (FNAC 6941)
10. *Les voiles jaunes* de Gustave Surand, peinture (FNAC 1268)

Une œuvre non localisée en 2007 à la mairie de Pornic a été retrouvée en 2008 par le dépositaire :

11. *L'Assomption de la Vierge* de Joséphine Houssay, peinture (FNAC FH 868-172)

Une œuvre non localisée en 2007 à la mairie de Sion-les-Mines a été retrouvée en 2009 par le dépositaire :

12. *Descente de Croix* d'Elise de Maussion, lave émaillée (FNAC 29609 - FH 861-162)

Les sept suivantes relèvent du musée du Louvre et la dernière du musée de la céramique à Sèvres :

Trois œuvres n'ont pas été localisées en 2004 à la mairie de Nantes mais retrouvées en 2007 par le dépositaire :

13. *Lionne*, anonyme, sculpture (CHB 95)
14. *Lion*, anonyme, sculpture (CHB 153)
15. *Femme casquée*, anonyme, sculpture (CHM 93)

Enfin, trois lampes carthaginoises non localisées au musée Dobrée en 2010 ont été retrouvées en 2012 aux archives départementales, et un pot à anses (MNC 545-1) non localisé au musée d'histoire des ducs de Bretagne à Nantes en 1999 a été retrouvé ultérieurement.

Annexe 4 : liste des œuvres ayant fait ou devant faire l'objet d'un dépôt de plainte

Cinq œuvres déposées en Loire-Atlantique ont fait ou doivent faire l'objet d'un dépôt de plainte.

Une relève du Cnap :

1. *Le lac de Soubise* d'Henri Foreau, peinture (FNAC 1592), recherché à la mairie de Pontchâteau, plainte déposée le 2 janvier 2001

Une relève du musée d'Orsay :

2. *Commencement de crue sur le Loir*, de Charles Busson, peinture (RF 618), recherché également à la mairie de Pontchâteau, plainte en attente de dépôt par le dépositaire

Une relève du musée des arts décoratifs :

3. *Lécythe* (PR 2003.192.1), recherchée au musée Dobrée à Nantes, plainte déposée le 14 avril 2018

Et enfin deux vases de la Manufacture de Sèvres recherchés à la préfecture à Nantes ont fait l'objet d'un dépôt de plainte par les services de la préfecture le 6 mai 2024.

4. Buste de Marianne de Jean Antoine Injalbert, biscuit de porcelaine
5. Vase en forme d'œuf bleu lapis, porcelaine

Annexe 5 : tableau détaillé des récolements et de leurs suites

Commune	Dépositaire	Déposant	Année	À récoiler	Récolés Localisés	Recherchés	Retrouvés	Classés	Plaintes	
Ancenis-Saint-Géréon	Mairie	Cnap	2006	0	4	2	2	0	2	0
Ancenis-Saint-Géréon	Sous-préfecture	Cnap	2006	0	2	0	2	0	2	0
Alessac	Mairie	Cnap	2008	0	1	0	1	0	1	0
Batz-sur-Mer	Mairie	Cnap	2007	0	6	3	3	1	2	0
Bouvron	Mairie	Cnap	2006	0	2	2	0	0	0	0
Châteaubriant	Mairie	Cnap	2005	0	1	0	1	0	1	0
Châteaubriant	Musée de Châteaubriant	Cnap	2005	0	8	4	4	0	4	0
Cordemais	Mairie	Cnap	2007	0	2	2	0	0	0	0
Couëron	Eglise	Cnap	2007	0	1	0	1	0	1	0
Couëron	Mairie	MNAM		2	0	0	0	0	0	0
Derval	Mairie	Cnap	2007	0	2	2	0	0	0	0
Donges	Mairie	Cnap	2010	0	1	1	0	0	0	0
Erbray	Mairie	Cnap	2012	0	1	1	0	0	0	0
Guérande	Mairie	Cnap	2006	0	1	1	0	0	0	0
Guérande	Musée du pays de Guérande	Cluny	2009	0	1	1	0	0	0	0
La Bernerie-en-Retz	Mairie	Cnap	2012	0	1	1	0	0	0	0
La Chapelle-sur-Erdre	Mairie	Cnap	2007	0	1	1	0	0	0	0
La Haie-Fouassière	Mairie	Cnap	2010	0	1	1	0	0	0	0

Commune	Dépositaire	Déposant	Année	À récoler	Récolés Localisés	Recherchés	Retrouvés	Classés	Plaintes
La Meilleraye	Abbaye Notre-Dame de Meilleray	Cnap	2008	0	1	1	0	0	0
La Meilleraye	Abbaye Notre-Dame de Meilleray	Louvre-DP	2005	0	3	0	3	0	3
Le Croisic	Mairie	Cnap	2007	0	1	1	0	0	0
Le Loroux-Bottereau	Mairie	Cnap	2006	0	1	1	0	0	0
Le Pin	Mairie	Cnap	2010	0	2	0	2	0	2
Le Pouliguen	Mairie	Cnap	2006	0	1	0	1	0	1
Lusanger	Mairie	Cnap	2010	0	2	0	2	2	0
Missillac	Mairie	Louvre-DP	2024	0	1	0	1	0	1
Nantes	Cathédrale Saint-Pierre-et-Saint-Paul	Cnap	2005	0	5	4	1	0	1
Nantes	Chambre régionale des comptes	Mobilier	2004	0	1	1	0	0	0
Nantes	Direction interrégionale des douanes	Economie	2016	0	12	12	0	0	0
Nantes	Direction régionale des affaires culturelles	Cnap	2005	0	62	62	0	0	0
Nantes	Ecole nationale de la marine marchande	Cnap	2005	0	1	1	0	0	0
Nantes	Ecole supérieure des beaux-arts	Cnap	2005	0	2	0	2	0	2
Nantes	Ecole supérieure des beaux-arts	MAD	2022	30	0	0	0	0	0
Nantes	Evêché	Cnap	2005	0	1	0	1	1	0
Nantes	Le Ring - Artothèque	Cnap	2005	0	40	40	0	0	0
Nantes	Lycée Eugène Livet	Sèvres	2024	0	1	1	0	0	0
Nantes	Mairie	Cnap	2005	0	8	8	0	0	0
Nantes	Mairie	Louvre-DS	2004	0	9	6	3	3	0

Commune	Dépositaire	Déposant	Année	À récoler	Récolés	Localisés	Recherchés	Retrouvés	Classés	Plaintes
Nantes	Musée d'Arts	Cnap	2005	0	547	529	18	6	12	0
Nantes	Musée d'Arts	Louvre-DAE	2010	0	1	1	0	0	0	0
Nantes	Musée d'Arts	Louvre-DAGER	2010	0	1	0	1	0	1	0
Nantes	Musée d'Arts	Louvre-DP	2005	0	75	72	3	0	3	0
Nantes	Musée d'Arts	Louvre-DS	2004	0	1	1	0	0	0	0
Nantes	Musée d'Arts	MNAM	2002	0	123	123	0	0	0	0
Nantes	Musée d'Arts	Orsay	2018	0	32	32	0	0	0	0
Nantes	Musée d'Arts	Picasso	2004	0	2	2	0	0	0	0
Nantes	Musée Dobrée	Cluny	2007	0	106	85	21	0	21	0
Nantes	Musée Dobrée	Louvre-DAE	2018	0	430	421	9	0	9	0
Nantes	Musée Dobrée	Louvre-DAGER (1863)	2010	0	101	97	4	0	4	0
Nantes	Musée Dobrée	Louvre-DAGER (22-52)	2010	0	26	23	3	3	0	0
Nantes	Musée Dobrée	Louvre-DP	2005	0	1	1	0	0	0	0
Nantes	Musée Dobrée	Louvre-DS	2004	0	1	1	0	0	0	0
Nantes	Musée Dobrée	MAD	2022	0	49	48	1	0	0	1
Nantes	Musée du château des ducs de Bretagne	Cluny	2007	0	371	176	195	0	195	0
Nantes	Musée du château des ducs de Bretagne	Louvre-DAG	2004	0	1	1	0	0	0	0
Nantes	Musée du château des ducs de Bretagne	Louvre-DOA	2004	0	1	1	0	0	0	0
Nantes	Musée du château des ducs de Bretagne	MAD	2022	0	33	0	33	0	33	0
Nantes	Musée du château des ducs de Bretagne	MCS	1999	0	10	1	9	1	8	0

Commune	Dépositaire	Déposant	Année	À récoler	Récolés	Localisés	Recherchés	Retrouvés	Classés	Plaintes
Nantes	Musée du château des ducs de Bretagne	MuCEM	1999	0	12	11	1	0	1	0
Nantes	Musée du château des ducs de Bretagne	Orsay-S	2009	0	1	1	0	0	0	0
Nantes	Musée du château des ducs de Bretagne	Orsay-OA	2013	0	7	3	4	0	4	0
Nantes	Préfecture	Cnap	2018	0	6	0	6	0	6	0
Nantes	Préfecture	Sèvres	2024	0	2	0	2	0	0	2
Nozay	Mairie	Cnap	2010	0	1	0	1	0	1	0
Nozay	Mairie	Louvre-DP	2024	0	1	0	1	0	1	0
Paimboeuf	Mairie	Cnap	2007	0	2	2	0	0	0	0
Paimboeuf	Mairie	DRASSM	2022	0	4	4	0	0	0	0
Pontchâteau	Mairie	Cnap	2007	0	3	2	1	0	0	1
Pontchâteau	Mairie	Orsay	2013	0	1	0	1	0	0	1
Pornic	Mairie	Cnap	2007	0	1	0	1	1	0	0
Prinquiau	Mairie	Cnap	2006	0	2	2	0	0	0	0
Saint-Joachim	Mairie	Cnap	2007	0	1	1	0	0	0	0
Saint-Nazaire	Ecole municipale d'arts plastiques	Orsay	2013	0	1	0	1	0	1	0
Saint-Nazaire	Ecomusée	MAD	2024	0	837	837	0	0	0	0
Saint-Nazaire	Ecomusée	MNAM	2002	0	1	1	0	0	0	0
Saint-Nazaire	Mairie	Cnap	2006	0	7	3	4	0	4	0
Saint-Nazaire	Musée municipal	Cnap	2006	0	53	33	20	0	20	0
Saint-Nazaire	Sous-préfecture	Cnap	2006	0	3	0	3	0	3	0

Commune	Dépositaire	Déposant	Année	À récoler	Récolés	Localisés	Recherchés	Retrouvés	Classés	Plaintes
Saint-Nazaire	Tribunal judiciaire	Cnap	2006	0	1	1	0	0	0	0
Savenay	Eglise Saint-Martin	Cnap	2006	0	1	0	1	0	1	0
Sion-les-Mines	Mairie	Cnap	2007	0	8	7	1	1	0	0
Vallons-de-l'Erdre	Eglise Saint-Pierre-Saint-Paul	Cnap	2019	0	1	1	0	0	0	0
Villeneuve-en-Retz	Mairie	Cnap	2007	0	1	1	0	0	0	0
Total				32	3060	2685	375	19	351	5

Vert : tous les biens sont localisés – Jaune : des biens sont recherchés – Bleu : les biens restent à récoler

Cluny : musée du Moyen Age – thermes et hôtel de Cluny

Cnap : Centre national des arts plastiques

DRASSM : département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines

Economie : ministère de l'économie et des finances

Louvre : musée du Louvre

Louvre/DAE : département des antiquités égyptiennes du musée du Louvre

Louvre/DAG : département des arts graphiques du musée du Louvre

Louvre/DAGER : département des antiquités grecques, étrusques et romaines du musée du Louvre

Louvre/DOA : département des objets d'arts du musée du Louvre

Louvre/DP : département des peintures du musée du Louvre

Louvre/DS : département des sculptures du musée du Louvre

MAD : musée des arts décoratifs

MCS : musée de la céramique à Sèvres

MNAM : musée national d'art moderne - Centre national d'art et de culture Georges Pompidou

Mobilier : Mobilier national

MuCEM : musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée

Orsay : musée d'Orsay et musée de l'Orangerie-Valéry Giscard d'Estaing

Orsay-OA : objets d'arts du musée d'Orsay

Orsay-S : sculptures du musée d'Orsay

Picasso : musée Picasso à Paris

Sèvres : Manufacture de Sèvres